

# Des efforts mondiaux contre le changement climatique

## Partage international n° [187](#) - Mars 2004

« *L'environnement deviendra la préoccupation majeure dans le monde entier.* » [Maitreya, *Partage international*, juin 1989]

La conférence de Milan sur le traité de Kyoto au sujet du changement climatique n'a pas clairement laissé entendre que ce traité puisse un jour devenir une loi internationale. Mais la conférence a mis en avant une évolution importante : les pays signataires du traité de Kyoto, dont le Japon, le Canada et les pays de l'Union européenne, ont déjà lancé des mesures destinées à limiter le changement climatique, comme le Marché européen pour le commerce des émissions, ou l'Objectif du Canada pour la réduction individuelle des émissions de chaque citoyen.

« *Il est certain que Kyoto est en train de changer le monde*, affirme David Sandalow, ancien assistant du secrétaire d'Etat américain sous l'administration Clinton, qui a participé à la préparation du traité. *Le traité a déjà encouragé plusieurs pays à s'attaquer à ce problème à long terme.* »

**Union européenne** - L'Union européenne a déjà commencé à appliquer des initiatives régionales qui sont les plus concrètes et les plus ambitieuses au monde. En juillet 2003, l'UE a voté une loi qui prendra effet en janvier 2005 sur un vaste système d'échange concernant les gaz à effet de serre. Ce programme sera finalement intégré à d'autres marchés des polluants à l'étude au Canada et au Japon.

Bien que l'UE n'ait pas encore établi de limites d'émissions précises, ce programme pourrait permettre d'atteindre plus de la moitié de la réduction des émissions de gaz à effet de serre exigée par le protocole de Kyoto (un objectif moyen de 8 % au-dessous des niveaux d'émissions de 1990 d'ici à 2012). Ce système d'échange ne s'appliquera pas uniquement aux 15 pays d'Europe occidentale, mais également aux 25 autres membres de l'UE, un bloc qui inclura la plupart des pays de l'Europe de

l'Est et du Sud d'ici à 2005.

Le programme concerne quantité de secteurs - électricité, acier, ciment, verre, papier, chimie, charbon, manufactures et autres - et il fonctionnera comme n'importe quel système commercial. Si une entreprise d'un secteur réglementé réduit ses émissions à un niveau inférieur à celui exigé, elle pourra vendre ses crédits à d'autres entreprises, ou bien les conserver pour plus tard. De leur côté, les entreprises prévoyant un dépassement des limites pourront investir pour réduire leurs émissions ou acquérir des crédits sur le marché - choisissant l'option la moins onéreuse. A long terme, de nombreuses études montrent qu'avec des objectifs raisonnables, le coût de l'installation de technologies propres serait largement compensé par l'accroissement de l'efficacité énergétique et que l'économie en serait stimulée. Plus il y aura d'industries rivalisant pour trouver des technologies toujours moins chères, plus les progrès faits pour une énergie efficace et propre seront rapides. Le coût des efforts de l'Union européenne pour réduire les émissions d'ici à 2012 représenterait moins de 1% du PNB.

**Canada** - Bien que ce pays propose un système d'échange sur les émissions, il lui reste à en finaliser les détails. Mais le Canada a défini des objectifs spécifiques à l'intention de ses citoyens. Tandis que l'UE encourage les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, le Canada met l'accent sur les moyens d'encourager les individus à en faire autant, par exemple en fixant pour objectif que chaque Canadien réduise ses émissions d'une tonne métrique en moyenne, en leur promettant des réductions fiscales et en proposant davantage de produits énergétiques efficaces.

Plus que la plupart des autres nations, le Canada ressent déjà les effets du réchauffement mondial. La calotte glaciaire du nord du Canada est en train de fondre, et les autoroutes et infrastructures souterraines sont en train de s'affaisser suite au ramollissement du permafrost. Les Canadiens ressentent en outre davantage que les régions situées plus au sud des Etats-Unis les effets du réchauffement général, sous la forme d'invasions d'insectes, de vagues de chaleur et de l'abaissement du niveau des eaux.

Le Canada compte mettre en place, d'ici 2010, des aménagements à énergies renouvelables pour 20 % des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels. La même année, toutes les habitations neuves devront se conformer à des normes d'isolation strictes, de 25 % plus sévères que celles actuellement en vigueur. Afin de soutenir le développement de produits énergétiques efficaces, le gouvernement canadien propose une collaboration avec les fabricants d'automobiles afin d'accroître de 25 % les économies de carburant d'ici à 2010. Il envisage aussi de réduire certaines taxes afin de favoriser le marché des véhicules économiques, et d'explorer les moyens d'augmenter l'utilisation des transports publics.

**Japon** - Les sociétés Honda et Toyota sont leaders mondiaux dans la fabrication de moteurs hybrides et de voitures solaires, et Sharp et Kyocera sont leaders dans l'industrie des technologies solaires. Le gouvernement japonais a poussé ces industries dans ces domaines grâce à des programmes agressifs d'incitation financière. Au cours de l'année fiscale 2003, le Japon a consacré 12 milliards de dollars à son budget pour le changement climatique (incluant des fonds substantiels pour des solutions controversées comme l'énergie nucléaire, mais qui indique néanmoins un engagement sérieux en faveur de la réduction du réchauffement mondial).

En outre, le gouvernement japonais ouvre des marchés en stimulant la consommation de produits efficaces. Ainsi offre-t-il des réductions fiscales sur les véhicules peu polluants, ou instaure-t-il des normes sévères pour le bâtiment. Il pénalise également l'inefficacité, en laissant par exemple grimper le prix du carburant (autour d'un euro le litre). Dans le même ordre d'idées, le Japon est en train d'envisager une taxe sur le gaz carbonique qui pourrait s'appliquer aux ménages (en se basant sur les émissions de gaz carbonique associées à la consommation d'électricité), ou à la source aux producteurs d'énergie issue de combustibles.

**Etats-Unis** - Le gouvernement américain adopte une approche plus mesurée dans ses relations avec l'industrie et les marchés en matière de changement climatique - malgré ses nombreuses allégations selon lesquelles le respect de l'environnement se trouve au

centre de ses préoccupations. Mais, bien que les Etats-Unis insistent sur le fait que la réduction générale des gaz à effet de serre serait trop onéreuse, beaucoup de modèles économiques suggèrent qu'une telle réduction peut être obtenue à peu de frais ou sans frais.

Des Etats américains ont introduit des programmes, mais se plaignent de l'absence d'une politique fédérale pour les soutenir. New York a fait un effort pour instituer un système régional de subventions pour les émissions de gaz dans les Etats du Nord-Est, du Maryland jusqu'au Maine. La Californie a institué une loi limitant les gaz d'échappement des voitures. Plus d'une douzaine d'Etats, dont le Texas, ont mis en application des normes exigeant que les producteurs d'énergies renouvelables fournissent un certain pourcentage de leur électricité à partir d'énergies renouvelables, ainsi que des réductions de taxes significatives pour l'utilisation de technologies propres et de constructions écologiques.

*« Les efforts au niveau des Etats montrent des progrès, mais une approche graduelle ne peut pas remplacer une action fédérale, assure D. Sandalow. Le réchauffement mondial est un problème global qui exige des mesures nationales et une étroite collaboration au niveau mondial. »*

**Sources** : [www.gristmagazine.com](http://www.gristmagazine.com)

**Thématiques** : [Sciences et santé](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)